

Le Stéphanois

Saint-Étienne-du-Rouvray



Bimensuel municipal d'informations locales

du 4 au 18 novembre 2010 - n° 112

Justice sociale l'appel de la rue



+ Spécial grève

Depuis la fin juin, la réforme des retraites suscite un large mouvement de protestation. Porteuse d'une information citoyenne, l'équipe du *Stéphanois* y a pris part. Elle vous a informé des risques de cette réforme, tout comme de ceux qui pèsent sur les services publics. À partir du 19 octobre, l'ensemble du service communication est entré dans la grève, comme nombre d'agents de la collectivité. L'équipe a fait le choix de vous informer sur ce mouvement, parce que l'information a toute sa place dans la bataille des idées autour de la réforme des retraites. Journal de grève fait par des grévistes volontaires, ce numéro exceptionnel du *Stéphanois* est le fruit de cet engagement, à la veille du rendez-vous du 6 novembre.

•••• Au conseil municipal

La solidarité en réponse à la crise

Lorsqu'il s'agit de proposer les orientations du futur budget, les élus doivent tenir compte du contexte social et politique. Il s'est fortement rappelé à eux lors du récent conseil municipal.

Débatte des orientations budgétaires ce n'est pas simplement parler gros sous. Il s'agit d'affirmer des choix qui détermineront l'action municipale pour l'année 2011. Ces choix sont conditionnés par des ressources de la collectivité. Ils tiennent également compte des besoins en services et équipements de la population stéphanaise. Le débat des orientations budgétaires du conseil municipal du 21 octobre, sur fond de crise sociale, ne pouvait faire abstraction du mouvement de contestation de la réforme des retraites porteur plus largement de choix de société. Ainsi, une délibération a permis d'accorder en urgence une subvention exceptionnelle au Secours populaire qui doit répondre chaque semaine à une dizaine de nouvelles demandes d'aides.



Le budget 2011 prendra en compte les besoins des habitants, notamment les plus fragiles.

UN CONTEXTE TOUJOURS AUSSI TENDU

Premier adjoint aux finances, Joachim Moysé a la charge de dessiner les contours du budget 2011 dans un contexte tendu pour les finances locales. L'adjoint fait part d'« un sentiment de révolte qui s'exprime face à l'absence de mesures de l'État en faveur des victimes de la crise ». Avant de dénoncer

un programme qui tient en un seul mot : « austérité pour tous, y compris les collectivités », si l'on en croit le gel annoncé des concours de l'État jusqu'en 2013. Avec à la clé des milliers de suppressions d'emplois dans les services publics dont les conséquences touchent directement les Stéphanois : « bureau de la CPAM fermé, réduction des horaires du commissariat, service postal qui se dégrade... » Sans parler de l'absence d'engagement sur la

poursuite du contrat urbain de cohésion sociale (200 000 €) et le programme de réussite éducative (150 000 €) en direction des enfants stéphanois. Malgré ces conditions, la Ville maintient son orientation principale : la poursuite de l'action de solidarité engagée l'an dernier pour aider les Stéphanois à affronter la crise, sans augmentation des taux de l'impôt en 2011. Bonne nouvelle, le nombre de foyers fiscaux est en croissance avec les construc-

tions de nouveaux quartiers, ce qui signifie une très légère augmentation du produit fiscal global. Pour assurer l'équilibre budgétaire, les élus ont demandé aux services municipaux de serrer les dépenses. La gestion durable de l'eau, de l'éclairage public devrait contribuer à réduire les factures les plus lourdes. L'investissement sera moindre que les années précédentes. L'objectif est de réduire l'endettement de la ville

pour reconstituer des marges de manœuvre pour les années à venir.

L'adjoint au maire PS David Fontaine livre son analyse du contexte où l'on tire à « boulet rouge sur les dépenses publiques », avec « des réformes qui sont autant de régressions ». Pour autant, l'élu se déclare soucieux d'équilibrer « l'accumulation de choix généreux » dont il se sent solidaire et des gages de bonne gestion, ce qui passe par la modération de la pression fiscale et de la masse salariale.

Pour la droite, Gérard Vittet s'amuse à « féliciter les élus socialistes, qui pensent que l'on peut faire des économies après nous avoir qualifiés de "petits bras" parce que nous voulions en faire ».

Michèle Ernis, élue Droits de cité 100 % à gauche, affirme qu'« il faut mettre le débat en rapport avec le mouvement social, pour battre la politique d'austérité mise en place en Grèce, en Espagne, au Portugal et au Royaume-Uni ». L'élue redoute de voir les collectivités transformées en simples exécutantes. Elle propose que les collectivités de gauche, communes, départements, régions, refusent en bloc de mettre en œuvre cette politique.

Le budget 2011 sera discuté et voté le 16 décembre. ♦

Fret : le soutien entier des élus

Le conseil municipal a adopté à l'unanimité des votants la motion pour la défense du fret SNCF et du triage de Sotteville/Saint-Étienne-du-Rouvray. L'enjeu est de taille : 2 000 emplois sont menacés.

Qu'il s'agisse de la mobilisation contre la réforme des retraites ou du combat des cheminots pour maintenir une activité fret de premier plan à la gare de triage de Sotteville-lès-Rouen, « *le combat est le même !* », a rappelé Luc Delestre. Le syndicaliste CGT s'exprimait en préambule au vote d'une motion de soutien par les élus, proposée par le Comité de défense du triage, en conseil municipal. « *La question des retraites et de l'emploi, tout est lié. C'est un choix de société. Il y a une logique.* »

Avant cela, le secrétaire du comité d'établissement régional (CER) avait mis l'accent sur les enjeux locaux autour du maintien d'une activité fret : « *Cela fait maintenant des mois que nous alertons élus et citoyens sur la situation du fret et de l'emploi à la SNCF. Le gouvernement a fait le choix de l'abandon du wagon isolé et donc le choix de l'abandon d'une part du fret. C'est une ineptie sociale, un scandale économique et écologique qui conduit trois millions de camions supplémentaires sur la route. 2 000 emplois sont directement menacés sur le site de Saint-Étienne-du-Rouvray/Sotteville-lès-Rouen.* »

Porte-parole du comité de défense du triage et « simple citoyen », Pierre Ménard a pour sa part insisté sur le fait que « *le triage de Sotteville est un*



Le 16 octobre dernier, le comité de défense du triage menait une action de sensibilisation publique à Rouen.

outil indispensable au développement économique de la région ».

Le maire Hubert Wulfranc a souligné tout l'intérêt de la municipalité sur cette question

« *en termes sociaux et d'aménagements du territoire* ».

La motion a été adoptée à l'unanimité des votants, abstention des élus UMP. ♦

Deux nouvelles élues

La récente séance du conseil a été l'occasion d'accueillir deux nouvelles élues, suite à deux démissions. Carolanne Langlois remplace Béatrice Aoune-



Sougrati. Quant à Sylvie Defay, elle siège désormais à la place de Serge Cros.

À mon avis

Capacité de résistance



J'ai croisé de nombreux Stéphanois impliqués dans le mouvement de contestation des retraites, depuis la signature de notre carte pétition au printemps, jusqu'aux récentes et puissantes manifestations où nous avons défilé côte à côte, unis.

J'ai entendu la colère face à l'injustice d'une réforme qui fait porter l'effort sur les salariés, en particulier ceux qui ont déjà une longue carrière derrière eux. Je partage aussi l'inquiétude de nombreux Stéphanois pour leur avenir, pour l'avenir de nos jeunes, précarisés, quand ce n'est pas exclu du marché du travail.

Je vois dans ce vaste mouvement la volonté de ne pas laisser casser nos solidarités, nos acquis sociaux. Nous avons raison : les pays comme le Royaume-Uni qui ont déjà tant rogné dans les budgets sociaux et l'emploi public sont de nouveau soumis à la saignée, comme s'il s'agissait d'une purge sans fin de tout ce qui peut protéger les salariés, les retraités modestes, les classes moyennes. Déjà d'autres mauvais coups se préparent : hausse des prix de l'électricité, baisse des aides au logement social, asphyxie financière des collectivités... Pour y faire face, notre capacité de résistance sera un atout précieux, dans la rue, comme dans les urnes.

Hubert Wulfranc, maire, conseiller général

Les agents territoriaux mobilisés

« *Défendre nos retraites, c'est défendre l'emploi !* » C'est par ces mots que, Didier Leroy, le représentant syndical CGT des agents municipaux a terminé son intervention, jeudi 21 octobre, face aux élus. Venu avec une délégation d'une trentaine d'agents, syndiqués ou non, en grève reconductible depuis mardi 19 octobre contre la réforme gouvernementale des retraites, il a tenu à rappeler que les « territoriaux stéphanois » étaient sur le pont depuis le 24 juin, date de la première grande journée d'action nationale. « *Les 7 et 23 septembre, lors des grèves nationales, 45 % du personnel municipal était gréviste et a participé aux manifestations de grande ampleur. Et après le 12 octobre, le mouvement s'est amplifié* », a-t-il précisé.

Le maire Hubert Wulfranc a témoigné de son « *soutien sans faille au mouvement social* ». Même réponse du côté du groupe communiste qui, par la voix de Daniel Vézic, a détourné un célèbre slogan : « *Cette réforme cela va être travailler plus pour gagner moins.* » Au nom des socialistes, Rémy Orange a insisté sur la nécessité de renouer « *le dialogue avec les partenaires sociaux et de cesser les provocations* ». « *Après six manifestations énormes, c'est impossible de ne pas tenir compte de l'avis du peuple sur cette question* », a martelé Michèle Ernis, élue Droits de cité 100 % à gauche. ♦

Les slogans de la lutte

Comme lors d'un référendum, un mouvement social répond rarement à la seule question qui lui est posée. Au travers des revendications et des slogans vus et entendus dans les manifestations, il faut comprendre de quelles colères se nourrit cette mobilisation.

UN SYSTÈME DE SOLIDARITÉ MENACÉ

« Pas besoin de travailler plus, mais de travailler tous »

La retraite est le symbole – un mythe, affirment certains – d'un système de solidarité né du programme du Conseil national de la Résistance. Avant même la fin de la deuxième Guerre mondiale, il s'agissait de poser les bases d'une république sociale, autour d'un large consensus. Le développement économique qui a suivi, ces fameuses « trente glorieuses », a prouvé qu'une répartition plus juste des richesses entre le capital et le travail était bénéfique. Pour beaucoup, ce que vise cette réforme c'est justement ce modèle social auquel tant de Français sont attachés, non par idéologie, mais parce qu'il a prouvé son efficacité, même s'il doit toujours être amélioré.

Les services dont bénéficient les Stéphanois sont directement issus de cette dynamique : école, poste, système de soins, transports, mais aussi services municipaux en direction des seniors, des enfants et des jeunes... Et ce n'est pas le récent rapport Attali qui va rassurer les foules : il recommande un traitement de choc libéral pour les cinq années à venir.

RICHE-PAUVRES : INTENABLE GRAND ÉCART

En pleine contestation, une information passe presque inaperçue : la France est riche. Ou plutôt, la France compte beaucoup de riches : elle serait même le 3^e pays au monde par le nombre de millionnaires.

« Quel sens peut avoir une croissance qui n'améliore que le sort des riches et bousille la planète ? »

Le quinquennat de Nicolas Sarkozy s'était ouvert sur la promesse de revaloriser le travail. En vain. L'adoption dès les premières semaines du bouclier fiscal a marqué une nette préférence pour les plus riches. Même le ministre du Budget, François Baroin, a reconnu que ce bouclier fiscal était devenu un symbole d'injustice. Il protège les riches, quand les plus pauvres, les salariés, sont mis à contribution plus durement. La crise financière de 2008 est venue accroître ce grand écart : les finances publiques ont été mises à contribution pour éponger les pertes des banques privées. Ces mêmes banques somment à présent les États de réduire leur niveau de services publics et de solidarité s'ils veulent de nouveau pouvoir emprunter. Et les collectivités sont mises au régime sec.

D'UNE GÉNÉRATION À L'AUTRE

L'irruption des jeunes dans les manifestations a surpris. Du moins ceux qui n'avaient pas encore pris la mesure de l'inquiétude qui pèse sur ces générations. Dans *Le Monde*, Gérard Fonouni, professeur agrégé d'économie et gestion souligne : « Leur entrée sur le marché du travail implique de franchir le sas de la précarité : intérim, contrats à durée déterminée, petits boulots, emplois aidés, stages sous-payés, avant de pouvoir prétendre à un emploi stable et durable. Or, à la moindre baisse d'activité économique, ces emplois sont les premiers supprimés par les entreprises. »

« Viré à 55 ans, retraité à 67 ans : je fais quoi en attendant ? »

Le taux de chômage des jeunes entrés dans la vie active frôle les 25 %, un triste record dont souffrent de très nombreux jeunes Stéphanois. À l'autre extrémité de la vie professionnelle, c'est un autre record qui inquiète : à 60 ans, seul un actif sur trois est encore en activité. Dans ces conditions que signifie retarder l'âge du départ en retraite ? Et comment peut fonctionner une société qui exclut une part importante de jeunes et seniors du marché du travail ?

UNE CRISE DE GOUVERNANCE

« Retraite à 60 ans parce que nous le valons bien ! »

Étalement de richesses décomplexé, « pipolisation » de la vie politique, d'un côté. Stigmatisation des quartiers populaires, des immigrés, des jeunes de l'autre... C'est la aussi la manière de gouverner le pays et d'incarner le pouvoir qui est, plus que jamais, pointée par les manifestants. La méthode employée sur la réforme des retraites en fournit l'illustration jusqu'au vote bloqué qui court-circuite le Sénat. « Le gouvernement n'a laissé d'autre choix aux centrales syndicales que de capituler ou de se lancer dans l'escalade, avec l'espoir que, dans les deux cas, le pouvoir soit gagnant », analyse Pierre Haski de *Rue 89* le 19 octobre. Au-delà de l'antisarkozysme, qui ne tient pas lieu de politique, le rejet massif d'un mode de gouvernance doit désormais faire réfléchir ceux qui pensent qu'on peut passer outre l'avis et l'intérêt des populations. ♦

« Nous travaillons, ils (Cac 40) profitent »

« La retraite à 60 ans et à taux plein c'est un droit »

« Les jeunes dans la galère, les vieux dans la misère »

« Aux urnes citoyens ! »

« Reconstruire au plus vite »

Après l'incendie, le propriétaire d'Intermarché espère rouvrir d'ici moins d'un an. Pendant ce temps, au moins trois commerces vont prendre place dans des préfabriqués.

L'incendie a totalement embrasé Intermarché, avenue de Saint-Yon dans la nuit du 23 au 24 octobre. Dès le lundi, devant la trentaine de membres du personnel et les artisans de la galerie commerciale, Gian Porcu, le propriétaire, confirme son intention d'aller de l'avant. Il parle déjà reconstruction : « On va démolir ce qui reste au plus vite. Sous un mois, on dépose un permis de construire en mairie, puis dès qu'on a le feu vert, on démarre les travaux. Il va sans doute falloir entre dix et douze mois avant qu'on puisse rouvrir. J'aurai besoin de vous au moment du réaménagement du magasin. En attendant nous allons installer des bureaux dans des préfabriqués sur le parking. Nous restons en contact. »

Très prochainement, la station-service va être remise

en fonction. Au moins trois des cinq commerces situés dans la galerie vont également prendre place dans des locaux provisoires : la pharmacie, le fleuriste et le cordonnier. L'accès au site se fera par les mêmes entrées que précédemment. Le temps d'obtenir les autorisations, de mettre en place tous les réseaux et de s'organiser, les clients pourraient être accueillis dès la mi-novembre. De quoi réconforter le fleuriste qui faisait part de son angoisse au lendemain du sinistre : « On n'a plus de commerce, mais les factures, elles, continuent à tomber. » Pour le coiffeur, cette solution n'était pas envisageable avec « une prestation de service » comme la sienne. « Notre clientèle peut nous rejoindre sur nos salons rive gauche et rive droite, invite Pascal Velly. Toute cette

situation est compliquée, mais nous avons la chance d'être bien soutenus par les services municipaux, les services d'État et les chambres consulaires. » Très vite, les salariés du supermarché ont pu être rassurés : les assurances vont permettre le maintien des salaires pour toutes les personnes en CDI, le temps des travaux. Quant aux quelques personnes en CDD et intérim, Gian Porcu s'est voulu rassurant : « On va voir comment on peut procéder. Nous ne laisserons personne sur le carreau. » Après des constatations plus poussées, les experts n'ont plus de doute sur l'origine volontaire du départ de feu. Du côté des salariés, c'est la stupeur face à un tel geste qui prédomine : « Ça n'a aucun sens d'avoir fait cela... » ♦



Contre-propositions

Une autre réforme est possible

Le gouvernement affirme qu'il n'y a pas d'autre solution que de travailler plus longtemps pour sauver la retraite par répartition. Pourtant d'autres pistes de réforme ont été avancées. Par exemple une part de plus en plus grande des revenus n'est pas soumise à cotisations : les participations, bonus, intéressements, stock-options, retraites-chapeau... La Cour des comptes en 2009 évaluait à près de 10 milliards d'euros de manque à gagner pour la sécurité sociale, dont 3 pour la branche retraite, alors que le déficit de cette même branche est chiffré lui à 8,6 milliards. Les faire participer au financement de la sécu est une des propositions des syndicats, du PCF, du Front de gauche, du PS.

Autre argument du gouvernement : il y a de moins en moins d'actifs pour plus de retraités qui, en plus, vivent plus longtemps. Mais il y a aussi beaucoup de chômeurs : 100 000 emplois en plus apporteraient 1,5 milliard d'euros cotisés en plus pour les retraites chaque année. À l'inverse, les exonérations diverses de cotisations patronales sur les heures supplémentaires, sur les bas salaires coûtent cher : 26,2 milliards d'euros. La CGT propose de remettre à plat ces exonérations. De même la CFDT, demande de renforcer la contribution des revenus du capital. Et FO ajoute qu'augmenter de 1 % les salaires alimenterait de 700 millions d'euros supplémentaires, la seule caisse vieillesse.

Enfin, l'argument du « moins d'actifs pour plus de retraités » met toujours de côté un élément : la productivité du travail. Elle progresse régulièrement et fait que le PIB, produit intérieur brut, a doublé en quarante ans. Payer la retraite de tous dépend d'abord des richesses produites, à condition de ne pas avoir à financer la retraite dorée des PDG ou les stock-options des Bettencourt. ♦



Malgré l'intervention de 70 sapeurs-pompiers, il ne reste rien de l'espace commercial Intermarché qui avait été complètement refait il y a peu.

RENDEZ-VOUS

Permanence du maire

Hubert Wulfranc, maire, tiendra une permanence **mardi 16 novembre de 14 à 15 heures**, quartiers Thorez/Langevin, au centre George-Brassens.

Armistice de 1918

Judi 11 novembre marquera le 92^e anniversaire de l'Armistice mettant un terme à la première Guerre mondiale. Les manifestations du souvenir ont lieu à **10 h 15** au cimetière du Madrillet; **10 h 30** au cimetière du centre; **11 heures** devant le monument aux Morts, place de la Libération. Le Mobilo'bus emmène les personnes à mobilité réduite, place de la Libération, en réservant au guichet unique, 02 32 95 93 94.

Café des parents

Le 19 novembre, les Animalins, espaces éducatifs, de l'école Ampère accueillent un Café des parents autour du thème : comment prendre en compte la parole de l'enfant ? Un temps de discussion pour les adultes est prévu **de 17 h 30 à 18 h 30** avec Hélène Zelechowski, correspondante du défenseur des enfants en Normandie. Suivra un théâtre forum à voir en famille avec la compagnie Le Pouvoir de l'eau.

Animations du Comité des quartiers du centre

- **Le 11 novembre à 14 heures**, loto à la salle festive, rue des Coquelicots. Ouverture des portes dès **12 h 30**. Nombreux gros lots. 
- **Le 20 novembre**, dominos à **14 heures** et tarot à **21 heures**, espace des Vaillons, 267 rue de Paris. Inscriptions une demi-heure avant. Renseignements : Nadine Delacroix, 06 65 52 98 86.

Cinéma d'Amérique latine

France Amérique latine présente **le 16 novembre**, un second film de Sarah Pick et Fabien Lecoudre sur la lutte des paysans boliviens : *Le roi, la ministre et le paysan*, à **20 h 30** salle Raymond-Devos, centre Georges-Déziré, 271 rue de Paris.

Foire à tout

L'Association des parents d'élèves de l'école Jeanne-d'Arc organise **dimanche 7 novembre, de 9 h 30 à 16 h 30**, une foire à tout spéciale enfants dans l'école, 98 rue de la République. Inscriptions et renseignements sur apelja@hotmail.fr ou au 06 33 11 84 64.

Animations seniors

- Thé dansant **le 9 novembre à 14 h 30**, à la salle festive, animé par l'orchestre « Colette et Pierre ». Entrée gratuite. 
- Repas animé **le 24 novembre** dans les foyers restaurants. Réservations au 02 32 95 93 58 à partir du 15 novembre. Nombre de places limitées.

PRATIQUE

Vaccinations gratuites

Vaccinations gratuites pour les enfants de plus de 6 ans et les adultes. **Mardi 9 novembre de 16 h 30 à 18 heures** au centre médicosocial du Château Blanc, rue Georges-Méliès, Tél. 02 35 66 49 95. **Mercredi 10 de 9 h 30 à 11 heures et jeudi 25 de 16 h 45 à 18 h 15**, au centre médico-social du Bic Auber, immeuble Cave Antonin, Tél. : 02 35 64 01 03.

La CNL à votre écoute

La Confédération nationale du logement tient des permanences pour les locataires du Madrillet ayant un problème de charges, de travaux, d'état des lieux, de surloyer..., **les mercredis 10 novembre et 15 décembre à 18 heures**, résidence Vikings 2, appartement 2 (près de La Poste). Contact : 06 60 04 09 26.

PENSEZ-Y

Collectes du 11 novembre

Les collectes d'ordures ménagères du **jeudi 11 novembre** et des déchets végétaux du **vendredi 12 novembre** sont reportées aux lendemains.

Don du sang

Collecte **mardi 16 novembre de 15 h 30 à 19 heures**, place de l'église.

CULTURE

Carte blanche à l'UAP



L'Union des arts plastiques met en valeur une partie du fonds d'art municipal à l'espace Georges-Déziré **du 5 novembre au 4 décembre**. Entrée libre. Vernissage ouvert à tous **vendredi 5 novembre à 18 heures**.

Deux temps, trois mouvements

Le conservatoire part à la rencontre du public avec un nouveau rendez-vous hors les murs, sorte de conférences de vulgarisation avec extraits audio et vidéo sur différents thèmes. Premier rendez-vous : **mercredi 10 novembre à 17 h 30** dans le hall de l'espace Déziré autour des musiques électroniques : de Pierre Henry à Wax Tailor. Gratuit.

Heure du jeudi

Le conservatoire consacre son concert du **jeudi 18 novembre** au musicien allemand Robert Schuman. **À 19 heures**, espace Georges-Déziré. Entrée libre.

160 ans de commerces stéphanois



Le groupe histoire et patrimoine poursuit sa récente exposition, consacrée à l'histoire du commerce dans la ville, par un diaporama commenté **jeudi 18 novembre à 18 heures** à l'espace Georges-Déziré. Entrée libre.

Chants d'Elles

Le centre Jean-Prévoست accueille de nouveau le festival de chansons de femmes, avec Face à la mer, un groupe de six musiciennes, **vendredi 19 novembre à 20 h 30**, entrée 6,50 €. Suivi le **26 novembre** du concert de Sahra Halgan à **18 h 30**. Entrée gratuite sur réservation au 02 32 95 83 66. 



SPORT

Ouverture d'une école de volley-ball



L'agglomération sud volley-ball 76, club issu de la fusion du Sotteville/Saint-Étienne volley-ball et du centre quevillais volley-ball, ouvre une école de volley **le mardi de 17 h 30 à 19 h 30** au gymnase Ampère, pour les enfants de 6 à 14 ans. Première séance le **9 novembre**, encadré par des éducateurs sportifs diplômés. Un rendez-vous du même type est proposé le vendredi au gymnase Émile-Zola de Sotteville-lès-Rouen. Plus d'infos par courriel : regine.pissot@free.fr

Le Stéphanois

JOURNAL MUNICIPAL D'INFORMATIONS LOCALES

Directeur de la publication : Jérôme Gosselin.
 Directeur de la communication : Bruno Lafosse.
 Réalisation : service municipal d'information et de communication
 Tél. : 02 32 95 83 83 - serviceinformation@ser76.com
 BP 458 - 76 806 Saint-Étienne-du-Rouvray CEDEX.
 Conception : Frédéric Capouillez/service communication.
 Mise en page : Aurélie Mailly.
 Rédaction : Nicole Ledroit, Sandrine Gossent, Francine Varin, Bruno Lafosse.
 Photographes : Jérôme Lallier (gréviste), Marie-Hélène Labat.
 Distribution : Claude Allain.
 Tirage : 15 000 exemplaires. Imprimerie : ETC, 02 35 95 06 00.
 Publicité : Médias & publicité, 01 49 46 29 46.

Élus communistes et républicains

Le succès des dernières journées de mobilisation nationale sur la réforme des retraites a confirmé que la contestation est ancrée à un haut niveau, dans la durée. L'ampleur des mobilisations et la multiplication des actions confirment qu'au-delà de la réforme des retraites, l'emploi, les salaires, les conditions de travail mais aussi l'avenir des jeunes sont restés sans réponses. Les organisations syndicales appellent donc les salariés à poursuivre leur mobilisation afin de rassembler le plus grand nombre pour amplifier le soutien de l'opinion publique. Le gouvernement porte la responsabilité pleine et entière de la poursuite de la mobilisation compte tenu de son attitude intransigeante, de son absence d'écoute et de ses provocations à répétition. Il ne peut pas répondre à la situation actuelle par le déni et la répression.

Les organisations syndicales ont donc décidé de continuer et d'élargir la mobilisation pour obtenir l'ouverture de négociations afin d'aboutir à une réforme des retraites juste et efficace. Aux côtés des salariés en lutte, les élus communistes appellent l'ensemble des citoyens à se joindre aux actions décidées par les organisations syndicales pour faire échec à cette réforme antisociale.

Hubert Wulfranc, Joachim Moyse,
Francine Goyer, Michel Rodriguez,
Fabienne Burel, Jérôme Gosselin,
Marie-Agnès Lallier, Pascale Mirey,
Josiane Romero, Francis Schilliger,
Robert Hais, Najia Atif,
Murielle Renaux, Houria Soltane,
Daniel Vezie, Vanessa Ridel,
Malika Amari, Pascal Le Cousin,
Didier Quint, Serge Zazzali,
Carolanne Langlois.

Élus socialistes et républicains

Comme cela avait été annoncé, le débat sur les orientations budgétaires 2011 a été un moment important de la séance de notre conseil municipal du 21 octobre.

David Fontaine, adjoint au maire, s'est exprimé au nom des élus socialistes et républicains. Sa déclaration est publiée sur notre blog dont nous rappelons les coordonnées :

ps-ser76800.over-blog.com
Il a rappelé notamment que : « *Les taux d'imposition sont déjà élevés à Saint-Étienne-du-Rouvray et nous devons absolument maîtriser la pression fiscale jusqu'à la fin du mandat. Les élus socialistes avaient demandé que l'on n'augmente pas les impôts en 2011 et nous nous félicitons de la décision collective de suivre cet avis. Nous proposons de conserver cette stabilité au-delà.* »

Par ailleurs il a souligné que : « *Nous avons collectivement le même attachement à notre ville populaire. Mais nous devons prendre en compte la réalité du quotidien et accepter aussi de faire les efforts nécessaires pour poursuivre notre engagement résolument à gauche et solidaire pour toutes et pour tous.* »

Pour nous contacter :
Groupe des élus socialistes,
4 rue Ernest-Renan,
76 800 Saint-Étienne-du-Rouvray.
Tél. : 02 35 65 27 28.
Courriel : ps.ser@free.fr

Rémy Orange, Patrick Morisse,
Danièle Auzou, David Fontaine,
Daniel Launay, Thérèse-Marie Ramarosan,
Catherine Depitre, Philippe Schapman,
Dominique Grevrard, Catherine Olivier.

Élus UMP, divers droite

Tribune non parvenue au moment de l'impression

Louissette Patenere,
Gérard Vittet,
Sylvie Defay.

Élu Droits de cité, 100 % à gauche

Nous ne lâcherons pas ! Des millions à manifester depuis septembre, 69 % de la population en soutien au mouvement, nous représentons l'immense majorité du pays. Le bon droit est dans la rue. On ne gouverne pas contre le peuple. Ce gouvernement, ce Sénat, cette Assemblée nationale sont illégitimes.

Manifestations, grèves, blocus... nous exigeons toujours le retrait de la réforme. La loi votée, nous ne lâcherons pas comme lors du CPE. Le blocage du pays fait peur au gouvernement, au Medef, aux privilégiés. Continuons ! Le départ à 62 ans, ce sont des seniors usant leur santé, des jeunes sans boulot, 1,4 million de chômeurs en plus. Pour ceux d'en haut, ce sont 24 milliards d'exonérations patronales, 24 milliards de baisse d'impôts. Trop, c'est trop : justice

sociale ! Le gouvernement est le seul responsable des troubles. Sarkozy a passé en force sa réforme. Il cherche l'affrontement. Il s'attaque à notre droit de grève avec les réquisitions de grévistes et les charges de CRS.

Ils n'arriveront pas à nous faire taire. La retraite à 60 ans à taux plein, c'est notre choix de société. Ensemble jeunes et seniors, privé et public, salariés et privés d'emploi, unis et déterminés, nous allons gagner. Leur réforme à la poubelle et eux avec !

Michelle Ernis.



Pendant deux semaines, plus de deux cents cheminots des ateliers de Quatre-Mars se sont retrouvés au petit matin en assemblée générale.



À partir du 19 octobre, de nombreux agents municipaux, syndiqués ou non, ont fait le choix de se mettre en grève contre la réforme des retraites.



Au sein de différents services municipaux, des agents grévistes ont décidé, par solidarité, de continuer d'effectuer certaines de leurs missions. Ici à la cuisine centrale : confection et distribution de repas aux personnes âgées les plus fragiles.



Salariés du public ou du privé, étudiants ou retraités, les actions de sensibilisation menées auprès de la population ont rassemblé des personnes d'horizons très divers.



Les grévistes à la rencontre des parents d'élèves à l'entrée des écoles. « Je sais que pour certains parents, l'absence de cantine est un vrai problème, mais je suis tranquille avec moi-même : si nous gagnons, ce ne sera pas vain, pour tous », estime un agent.



Une délégation d'agents municipaux est venue faire part de ses inquiétudes et des raisons de son engagement devant les élus réunis en conseil municipal.



Les blocages de dépôts pétroliers sont devenus le symbole d'un mouvement social complètement ignoré des pouvoirs publics.



« Ce n'est pas aux salariés de payer la crise. Salaires, retraites, prestations sociales, on nous présente la facture à tous les niveaux, alors que pour les banquiers, les profits reviennent », estime un professeur des écoles en poste à Saint-Étienne-du-Rouvray.